



# La liberté de la presse dans le monde, édition 2009

*Patricia Allémonière,  
Éric Chevallier,  
Jean-François Julliard,  
Malali Muska,  
Jean-Maurice Ripert...*

*« Toutes les ambassades de France dans le monde sont avec les journalistes dès que la liberté de la presse est menacée. C'est l'une des priorités de notre diplomatie. »*

**Bernard Kouchner**, ministre des Affaires étrangères et européennes



[diplomatie.gouv.fr](http://diplomatie.gouv.fr)

## Dimanche 3 mai

© AIEZ/Amirio Amaro



Enthousiasme et suspens ont dominé le tournoi de basket-ball «**Free throw 2009**» entre journalistes et diplomates, à l'occasion de la Journée mondiale de liberté de la presse le dimanche 3 mai à Paris.

Qui allait l'emporter ?

A vrai dire, les équipes se sont toutes montrées à la hauteur de l'événement. Et sous les paniers du stade Jean-Bouin de Paris, c'est la liberté de la presse qui a marqué des points. A l'initiative de l'Association de la presse étrangère, les journalistes portaient d'ailleurs des maillots floqués aux noms de conseillers et confrères emprisonnés de part le monde pour avoir exercé leur métier avec trop d'indépendance. Emmenés par **l'ambassadeur du Kenya à Paris** en personne, l'équipe des diplomates des ambassades étrangères à Paris a montré qu'elle savait faire des passes : elle a remporté le tournoi. L'équipe du quai d'Orsay s'est elle illustrée par son enthousiasme et son talent.

Heureuse initiative de l'ambassade de Croatie à Paris saluée par Reporters sans frontières, ce tournoi aura permis, comme l'a rappelé Bernard Kouchner dans un message lu au public venu nombreux, de réunir journalistes et diplomates pour une fois non pas dans une salle de presse mais sur un terrain de sport pour un tournoi amical et fraternel au service de la liberté de la presse, **«priorité de la diplomatie française»**.

## Lundi 4 mai

© AIEZ/Amirio Amaro



Comment défendre la liberté de la presse ? « C'est un sujet de préoccupation, de mobilisation », a lancé **Eric Chevallier**, porte-parole, Conseiller spécial de Bernard Kouchner en ouvrant le débat organisé par le Quai d'Orsay, lundi 4 mai, à l'occasion de la journée mondiale de la liberté de la presse.

Mettant en présence d'étudiants en journalisme, journalistes confrontés quotidiennement aux atteintes à la liberté de la presse ainsi que diplomates, les échanges ont permis aux jeunes de mieux appréhender les difficultés auxquelles se heurtent les journalistes sur le terrain.

Six journalistes ont livré leurs expériences encouragées par **Patricia Allémoinière**, Grand reporter à TF1 et modérateur du débat.

**Hollman Morris**, journaliste colombien, s'est fait l'écho des grandes difficultés d'exercer le métier de journaliste en Colombie, un des pays où la liberté de la presse est, selon lui, la plus menacée au monde avec le Mexique. Par exemple, a expliqué le journaliste, pour le pouvoir colombien, «le simple fait de filmer la libération des otages a fait de moi un complice du terrorisme».

Pour **Mohamed Nagi**, rédacteur en chef au Sudan Tribune (Soudan), «la presse est muselée, intimidée, harcelée en permanence». Avec ironie, il a décrit une situation préoccupante au Soudan où les agents de renseignement deviennent rédacteurs en chef.



© AIEZ/Amirio Amaro

**Malali Muska**, journaliste afghane, cumule deux défauts dans son pays : elle est non seulement femme mais journaliste. Pour Malali Muska, que les Talibans ont poussée à abandonner son métier, «les journalistes et les femmes sont des cibles très fragiles en Afghanistan». Selon elle, les menaces ne viennent pas seulement des Talibans mais aussi d'une partie du clergé et des dirigeants.

**Andrei Netto**, journaliste à l'Estado de Sao Paulo (Brésil), a raconté la difficulté de mener des enquêtes au Brésil. Il a lui-même été victime d'écoutes illégales (une de ses conversations avec une source importante de la police scientifique a été enregistrée contre son gré).

« La tendance est à la privatisation des violences contre les journalistes », a affirmé **Jean-François Julliard**, Secrétaire général de Reporters sans frontières. « Avant, les ennemis étaient les chefs d'État, les gouvernements. Aujourd'hui, ce n'est plus le cas. Les prédateurs de la liberté de la presse sont de plus en plus souvent les entités privées : narcotrafiquants au Mexique, milices des groupes armés en Irak... ».

Une évolution qui rend la tâche plus complexe pour RSF. « Quand l'État est responsable, nous avons un interlocuteur. Quand il s'agit d'un groupe armé : que fait-on ? Nous avons besoin d'autres outils. Les gouvernements ont une responsabilité en ce qui concerne les moyens mis en place pour lutter contre les atteintes à la liberté de la presse ».

**François Zimeray**, ambassadeur chargé des droits de l'Homme a appelé les journalistes à

s'inspirer de l'exemple d'Anastasia Babourova, journaliste du quotidien Novala Gazeta assassinée le 19 janvier 2009 alors qu'elle enquêtait sur la Tchétchénie. « Elle avait 26 ans. Elle avait choisi d'être journaliste. Elle croyait à l'éthique de son métier. On ne lui a pas pardonné ».



Les étudiants ont interpellé l'ambassadeur sur les actions menées par la France en faveur de la liberté de la presse. « Notre rôle a-t-il dit est de porter les droits de l'Homme dans toutes les enceintes où l'on fabrique du droit. La Convention contre la torture, la création de la Cour pénale internationale par exemple sont le fruit d'une diplomatie des droits de l'Homme ». Chaque ambassade française est par ailleurs devenue une maison des droits de l'Homme. Concrètement, a expliqué **Romain Nadal**, sous-directeur de la presse au Quai d'Orsay, le ministère apporte son aide aux journalistes en reportage dans des pays difficiles et intervient pour la libération

des journalistes emprisonnés. Des négociations qui s'effectuent dans le secret.



© : AIEE / Amandine Bernigaud

Pour l'ambassadeur, la liberté de la presse est mise en danger par la demande de simplicité émanant de l'opinion publique. « Les vrais enjeux demandent une description approfondie. C'est à ce prix que s'édifie une conscience responsable ». L'aspiration à la transparence se heurte par ailleurs à l'action diplomatique. Enfin, la remise en cause de l'universalisme représente une autre menace. « Il n'existe qu'une seule famille humaine. Je ne connais pas un seul journaliste dans le monde qui trouve normal d'être jeté en prison pour avoir raconté ce qu'il a vu. Les droits de l'Homme sont universels parce que l'homme, ses souffrances, ses combats sont universels » a conclu François Zimeray.

## «Une liberté bien compromise»

*L'article d'Amandine Bernigaud, l'étudiante à l'Institut Supérieur de Formation au Journalisme de Paris a remporté l'adhésion du jury qui devait sélectionner le meilleur article rédigé par les étudiants sur la liberté de la presse dans le monde.*

«Alors que la journaliste irano-américaine Roxana Saberi, accusée d'espionnage au profit des États-Unis, vient de fêter ses 32 ans en prison en Iran, les militants des droits de l'homme et des journalistes rappellent que la liberté de la presse n'est pas un droit acquis dans le monde entier.

Condamnée à 8 ans de prison le 18 avril dernier, la jeune femme tombe aux mains du pays classé 166<sup>e</sup> sur 173 dans le listing 2008 de la liberté de la presse publié par Reporters Sans Frontières.

Le critère qui garantit la liberté de la presse est aujourd'hui la paix, et non la prospérité économique. Ainsi, si le trio de tête est européen, les plus mauvais élèves notamment l'Erythrée et la Corée

du Nord ne sont pas des pays pacifistes. Depuis la fin de la période coloniale, l'Erythrée est un pays instable. Même si les conflits ont cessés depuis les accords d'Alger, les tensions sont toujours très présentes.

La Corée du Nord, elle, livre plutôt un combat fort contre la communauté internationale en matière d'armement. Le pays a même annoncé très récemment la remise en route de ses installations nucléaires.

Au coeur des conflits, les journalistes qui tentent de décrypter ou de rendre compte de la vérité sur le terrain sont toujours les premiers visés. »

## New-York



Le 6 mai, M. **Jean-Maurice Ripert**, Représentant permanent de la France auprès des Nations Unies, a organisé une réception en hommage à la liberté de la presse, en liaison avec les services culturels de l'Ambassade de France et le Consulat général de France à New York.



M. Ban Ki-Moon, Secrétaire général des Nations Unies, était présent, ainsi que M. Patrick Gautrat, ambassadeur, directeur du Centre d'accueil de la presse étrangère, et les ambassadeurs du Costa Rica, du Burkina Faso et



du Cap Vert. Les représentants de la presse française et étrangère, d'universités et de think tanks étaient nombreux.

Les salons ont accueilli une exposition de la fondation "Cartooning for Peace", fondée par le dessinateur Plantu, qui a réalisé personnellement quelques dessins pour l'occasion.

Lors de son intervention, tenue pour l'essentiel en français, le Secrétaire général de l'ONU a lancé un appel à la protection et à la sécurité des journalistes "dont nous sommes les premiers bénéficiaires". Il a souligné son inquiétude quant aux pratiques de censure de certains gouvernements, notamment contre la liberté d'expression sur internet.

L'Ambassadeur Ripert pour sa part, a rappelé les fondements de la liberté de la presse et notamment l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'Homme, droits encore trop souvent bafoués puisque près de 145 journalistes sont détenus dans le monde, tandis que d'autres ont payé de leur vie leur volonté d'informer.

photo : SEM Jean-Maurice Ripert et M. Ban Ki-Moon, Secrétaire général de l'ONU. New York, 6 mai 2009.

## Caracas



L'ambassadeur de France au Venezuela a organisé, le jeudi 30 avril, un déjeuner-débat à la résidence de France. Parmi la vingtaine d'invités, étaient présents des journalistes vénézuéliens et étrangers, les correspondants de la presse française, des universitaires et représentants du monde associatif dont Carlos Correa, président de l'association « Espacio Publico », récipiendaire de la mention spéciale du prix des droits de l'Homme de la ré-

Photo : Francois Xavier Freland (correspondant France 24), Dima Khatib (chef du bureau AL Jazeera Amérique latine en poste à Caracas), Carlos Correa (président de l'association ESPACIO PUBLICO) à la résidence de France à Caracas.

## et aussi...

**au Cambodge.** Un dîner a été organisé par le Club des journalistes du Cambodge (l'organisation la plus importante et rassemblant le plus grand nombre de journalistes) en présence du Ministre de l'Information et porte parole du Gouvernement, auquel les conseillers de presse de toutes les ambassades étaient conviés.

**en Estonie.** L'Association diplomatique de Tallinn a organisé un déjeuner-débat à l'occasion de la Journée mondiale de la liberté de la presse. M. Marko Mihkelson, ancien correspondant du quotidien Postimes à Moscou, député et président

publique française au titre de l'année 2007. Des échanges très libres ont permis de recueillir le sentiment des journalistes. Fait rare une photo de groupe où figurent des journalistes proches de l'opposition comme du gouvernement, a été publiée dans un des plus importants quotidiens du pays « El universal » (250 000ex.). Evoquant cet initiative, plusieurs télévisions (« Canal I », « VTV », « Globovision ») et quotidiens (« Ultimas noticias », « el nacional », « VEA ») ont cette année consacré une partie de leurs éditions dominicales à l'engagement de la France en faveur de la liberté de la presse.

de la commission des affaires européennes du Parlement estonien est intervenu sur les enjeux de la liberté de la presse aujourd'hui à la lumière de son expérience professionnelle et de son engagement politique et citoyen.

**en Thaïlande.** L'Ambassade a fait publier, le 3 mai, par les quotidiens «Bangkok Post» (langue anglaise) et «Post Today» (langue thaïe) une tribune cosignée par les ambassadeurs d'Allemagne et de France à Bangkok.

...